

L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

N°237 du Jeudi 8 Février 2024

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail: lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Ligue départementale
de handball de Brazzaville

Un tournoi de mise en
jambes, pour lancer
la saison nouvelle sportive

 (P.12)

9^{ème} réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye

Le dernier virage avant le rendez-vous de Syrte, abordé en douceur à Brazzaville

Il ressort des différentes allocutions prononcées à cette occasion qu'il faut accompagner l'ensemble des protagonistes libyens...  (P.3)

5^{ème} session ordinaire administrative de l'Assemblée nationale

La feuille de route de la session marquée par l'année dédiée à la jeunesse



Isidore Mvouba, président de l'assemblée nationale.  (P.10)

Protection de l'environnement

Un documentaire sur les autochtones du Nord Congo, au cœur d'un débat sur l'écologie

 (P.11)

Tribune

Une augmentation des tarifs d'accès Internet au Congo ne se justifie pas

 (P.9)

Commentaire

Pascal Tsaty-Mabiala confronté à la question de la légitimité au sein de l'U.pa.d.s

 (P.5)

Communiqué du Ministère du Commerce,
des Approvisionnements et de
la Consommation

Journée d'échange sur l'AGOA et la ZLECAF

 (P.6)

CANAL+

CAN



▶ TOUT ◀
POUR LA
CAN!

LE DECODEUR HD
1 000 F.CFA
TTC*
A PARTIR D'EVASION
INSTALLATION OFFERTE

REABONNEZ-VOUS**
15 JOURS
OFFERTS
A TOUT CANAL+

Druphin Kouansi, ingénieur en travaux publics

«La mairie centrale doit consulter des spécialistes de la route»

L'opération de réparation de nids de poule de la voirie goudronnée, menée par la mairie de Brazzaville, a fait réagir Druphin Kouansi, ingénieur en travaux publics, spécialiste en géométrie topographique. Dans l'entretien ci-après, il dénonce la mauvaise procédure qui est utilisée pour boucher les nids de poule et les différents scandales constatés sur le réseau routier de la ville capitale. Interview.

* Bonjour Monsieur l'ingénieur, comment appréciez-vous l'opération de bouchage de nids de poule lancée à Brazzaville?

** Merci Monsieur le journaliste, pour l'occasion que vous me donnez de réagir à l'épineuse question qui fâche les usagers de la route. En effet, depuis un temps, nous observons les travaux de bouchage de nids de poule lancés à Brazzaville. En notre qualité de spécialiste de la route, nous n'avons pas été consultés. Je ne pense pas aussi que mes collègues aient été consultés. Lorsqu'on parle de l'entretien d'une route, c'est la chose la plus difficile, parce qu'il faut d'abord ausculter la route, avant de passer aux réparations. Ce que les médecins appellent par la consultation. Après auscultation, c'est là que le spécialiste de la route va sortir le diagramme et tous les défauts que présentent la route. Il faut savoir que chaque nid de poule est

une maladie qui doit être traitée différemment. Chaque environnement de la route correspond à un diagnostic et ce diagnostic devrait déterminer un traitement.

Ce qui se passe dans le traitement des nids de poule est défavorable à la route. La route présente beaucoup de maladies. On parle aussi de défaillance, etc. Avant le début de ces travaux, je puis vous affirmer qu'aucune campagne d'auscultation n'a été menée. C'est mon constat. Si une campagne d'auscultation avait été menée, les maladies devraient apparaître et les questions suivantes devraient être posés: «Qu'est ce qui a occasionné cela? Quels matériaux qu'il faut utiliser? Etc». Après cela, ceux qui exécutent les travaux devraient bien identifier les maux qui minent le réseau routier et apporter le traitement nécessaire.

* Par rapport à votre lecture,

vous estimez que ce qui se fait n'a pas respecté le processus normal?

** Selon moi, ce qui se fait se fait à la va-vite. Prenons par exemple l'Avenue Peterson, qui part de l'Eglise Terrykio jusqu'au rond-point de Château d'eau. Combien de fois n'ont-ils pas réparé cette route? Rien ne marche aujourd'hui. C'est pour dire que c'est le désordre. Le travail est confié aux amateurs, pas aux spécialistes de la route. On rassemble des maçons, des ferrailleurs et autres ouvriers et on leur confie des marchés de grande envergure.

Je lance un appel à la mairie centrale de consulter les cadres, les spécialistes de la route, pour résoudre ce problème. Tous les outils doivent être utilisés pour que les données soient interprétées, après passage au laboratoire. C'est ce qui doit se faire.

* Quel message lancez-vous



Druphin Kouansi.

à l'entreprise en charge des travaux?

** Pour la durée de ces bouchages, ils devraient commencer par les auscultations. Si elle n'a pas des cadres pour le faire, elle n'a qu'à nous appeler. Si elle n'a pas des engins en rapport aux nouvelles technologies, il faut qu'elle se procure des engins. Ce qu'on voit, c'est un gâchis. L'argent qui devrait nous permettre de construire des routes qui devraient mettre du temps est mal utilisé. Normalement, il faut arrêter ces travaux.

Propos recueillis par
Chrysostome
FOUCK ZONZEKA

Can (Coupe d'Afrique des Nations) Côte d'Ivoire 2024

Les Léopards de la RD Congo, seul espoir de l'Afrique centrale

Les demi-finales de la Can (Coupe d'Afrique des Nations) Côte d'Ivoire 2024 se sont jouées mercredi 7 février dernier, entre l'Afrique du Sud et le Nigéria, et la RD Congo contre la Côte d'Ivoire, pays organisateur. Les Léopards demeurent l'unique équipe nationale d'Afrique centrale à atteindre les demi-finales, après l'élimination des Palanka Negra d'Angola, par le Nigéria (0-1), en quart de finale.

Au moment où nous mettons sous presse cette édition imprimée, les matches n'étaient pas encore joués. Les deux rencontres ayant eu lieu à 18h et 20h. Nous ne reviendrons sur la Can qu'après la finale prévue le dimanche 11 février. Qui des quatre équipes sera championne? Réponse, dimanche.

Fécofoot (Fédération congolaise de football)

32 joueurs des Diables-Rouges U20 présélectionnés

Clément Massamba, le sélectionneur national des Diables-Rouges U20, a publié la liste de 32 joueurs présélectionnés. Il s'agit des joueurs suivants:

- Gardiens de but: Saira Makoundou (Inter-club); Bissila Balo (Diables-Noirs); Bonazebi N (B.n.g); Sergy Malonga (Cara);
- Latéraux: Cervel Akouala (J.s.t); Saar Samba (Inter-club); Dimi Akondjomba (Fc Kondzo); Soh Ibara (As vegas); Serge Kala (As J.u.k);
- Défenseurs centraux: Itoua Ottono (Inter-club); Ibara Fils (As J.u.k); Lebeau Lucien (As Vegas); Ngatsongo Obambi (Inter-club); Ndecke M (As Otoho);
- Milieux défensifs: Nombo Geédéon (Inter-club); Kibila N (Etoile du Congo); Doria Amboulou (As Juk); Yannick Linouaka (Diables-Noirs); Innot Louemba (Inter club);
- Milieux polyvalents: Diouf Banzema (Real Impact); Taty Tchibinda (Gent Belgique); Massanga Milandou (Kfa); Say B (Ac Léopards); Moussavou R (Ac Léopards);
- Excentrés: Bongo Battchi (Kfa); Bantsele Geltanie (As Vegas); Koto Mignone (Inter-club); Moukouba Djoly (J.s.t);
- Centres avants: Lendambi Bonaventure (Juk); Bakala Angandeh Thierry Ernest (la Neuvième France); Masseke Kiossi (Kfa); Bassinga Déo-Gracias (Gent Belgique).

05.628.4245 / 05.543.12.06 / 06.928.4245
@contact@hotelsaphirbrazza.com
reservation@hotelsaphirbrazza.com

Hotel Saphir

NEW LOOK

CERTIFIER ISO 22000

VOTRE SANTÉ, NOTRE PRIORITÉ !

9^{ème} réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye

Le dernier virage avant le rendez-vous de Syrte, abordé en douceur à Brazzaville

A l'initiative du Président Denis Sassou-Nguesso, le Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye a tenu sa 9^{ème} réunion, le lundi 5 février 2024, au Centre international de conférence de Kintélé, commune située dans le voisinage Nord de Brazzaville. Il s'est agi pour les participants d'examiner l'état d'avancement du processus de réconciliation nationale en Libye, prélude à la tenue des élections transparentes et apaisées dans ce pays. Il ressort des différentes allocutions prononcées à cette occasion qu'il faut accompagner l'ensemble des protagonistes libyens pour l'effectivité de la conférence nationale de réconciliation prévue le 28 avril prochain dans la ville de Syrte.

P lusieurs personnalités ont pris part à la dernière réunion du Comité de haut niveau sur la Libye, avant les assises de réconciliation inter-libyenne de Syrte. Il s'agit notamment du Président de l'Union des Comores et Président en exercice de l'Union africaine, Azali Assoumani, du Président du Conseil présidentiel libyen, du Président de la commission de l'Union africaine, Moussa Faaki Mahamat, du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye, Abdoulaye Bathily, et du représentant du secrétaire général de la Ligue des Etats arabes.

Au total, sept allocutions ont marqué la cérémonie d'ouverture de la 9^{ème} réunion de haut niveau de l'U.a. Après le mot de bienvenue du préfet du Département du Pool, Georges Kilébé, le secrétaire général adjoint des Etats de la Ligue arabe a réaffirmé l'attention particulière qu'accorde son institution à la résolution de la crise libyenne. Abdoulaye Bathily a souligné la complexité du dossier libyen, avant de saluer les efforts que ne cesse de déployer le Président congolais pour le retour à la paix dans ce pays d'Afrique du Nord.

Moussa Faaki Mahamat a reconnu que la crise libyenne n'a que trop duré. Il a pour cela insisté sur la centralité de la réconciliation, afin de mettre un terme au conflit libyen. «Il n'y aura pas d'accord politique viable, sans la réconciliation, il n'y aura pas d'élections régulières transparentes et inclusives, sans la réconciliation, il n'y aura pas de paix durable, sans la réconciliation, il n'y aura pas de prospérité viable, sans la réconciliation des cœurs et des esprits», a-t-il déclaré. Il a conclu son intervention en plaçant l'ensemble des protagonistes libyens devant leurs propres responsabilités, afin de délivrer leur pays du chaos.

Pour le Président Azali Assoumani, il importe «d'accélérer la mise en place des institutions politiques stables et légitimes en Libye, pour permettre un retour rapide à la paix dans ce pays». Et cela, dit-il, passe par l'organisation des élections libres, équitables et inclusives, supervisées par l'Union afri-



Le Président Sassou-Nguesso (au milieu).



Une vue des participants aux travaux du comité.



Photo de famille des participants autour du Président Denis Sassou-Nguesso.

caine et ses partenaires, afin de donner au peuple libyen la possibilité de choisir ses responsables. Ces différents orateurs ont aussi dénoncé les ingérences étrangères qui entravent les initiatives de retour à la paix en Libye. Dans son discours d'ouvertures des travaux, le Président Denis Sassou-Nguesso s'est réjoui du travail abattu jusque-là. Il a réaffirmé son engagement à poursuivre ses efforts pour la tenue effective du dialogue inter-libyen. Pour lui, l'heure n'est plus à la guerre. Il faut, désormais, œuvrer à ce que la Libye retrouve sa place dans le concert des Nations. «Après plus d'une décennie d'efforts colossaux et soutenus, le temps de la guerre est inexorablement révolu.

Celui de la paix accélère résolument sa marche vers le dénouement de cette tragédie. Dès lors, le retour à la paix ne peut se satisfaire des sourires de façade, des rapprochements opportunistes, encore moins des fraternisations éphémères, devant l'optimisme grandissant du peuple libyen de retrouver, enfin, la quiétude et le bien-être, sérieusement hypothéquée», a-t-il fait savoir de manière résolue. Le Président du Comité de haut niveau sur la Libye a, par ailleurs, invité la communauté internationale, notamment les Nations unies, à s'impliquer davantage, pour que la conférence de réconciliation nationale inter-libyen soit une réussite. Il ressort du communiqué fi-

nal des travaux à huis-clos, lu par Jean-Claude Gakosso, ministre congolais des affaires étrangères et des Congolais de l'étranger, que les membres du Comité de haut niveau reconnaissent et se félicitent des progrès politiques significatifs en Libye, menant aux élections présidentielle et parlementaires. Aussi, ont-ils souligné la nécessité d'unifier le pays, à travers un processus inclusif de réconciliation nationale, afin de favoriser la cohésion et l'unité sociale et politique. Ils ont, en outre, exprimé leur soutien à l'unification des institutions nationales.

Dans son mot de clôture, Denis Sassou-Nguesso a signifié que les résultats obtenus au cours de cette réunion traduisent leur engagement com-

mun, ainsi que leur détermination irréversible de toujours placer la restauration de la paix en Libye au cœur des préoccupations essentielles. Il a, par ailleurs, lancé un appel pressant aux parties libyennes, pour que se consolide et se perpétue, tant sur le terrain en Libye qu'au sein de la grande commission préparatoire, les avancées enregistrées à Brazzaville. Bref, la balle est dorénavant dans le camp des protagonistes de la crise libyenne dont certains ne donnent malheureusement pas encore de signaux rassurants.

Hervé EKIRONO
(Reporter à Kintélé)

Editorial

L'avenir de la démocratie en Afrique

Il ne faut pas désespérer de l'avenir de la démocratie en Afrique, malgré les reculades parfois spectaculaires. La décision du Président sénégalais, Macky Sall, de reporter l'élection présidentielle fixée initialement au 25 février prochain, est une véritable douche froide pour tous ceux qui considéraient, jusque-là, le Sénégal comme un exemple de pays démocratique. Les réactions, dans le pays même où les populations manifestent violemment contre décision et au niveau international où des voix se font entendre pour demander le respect de la Constitution et le retour à la date initiale de l'élection présidentielle prouvent à quel point personne ne devrait disposer de la souveraineté d'un pays pour assouvir son ambition.

Soupçonné depuis 2022, de vouloir briguer un troisième mandat, à l'exemple de son collègue ivoirien Alassane Ouattara, Macky Sall avait fini par rassurer les démocrates africains, en prenant la décision, le 3 juillet 2023, de ne pas se présenter à l'élection présidentielle de février 2024. En dépit des manifestations sanglantes qui avaient secoué le théâtre sénégalais, le Chef de l'Etat paraissait ainsi comme un démocrate africain respectueux des lois de son pays. On ne le classait plus dans la catégorie des dirigeants politiques s'accrochant au fauteuil présidentiel, donnant l'impression qu'il n'y a pas de vie en dehors des ors de la République.

Erreur! Macky Sall vient de démontrer sa vraie nature de dirigeant politique qui privilégie ses intérêts et qui n'a cure de la légitimité démocratique. Il vient d'opérer en douceur l'ultime coup de force lui permettant de rester dans le fauteuil présidentiel comme bon lui semble, lui qui, en 2012, n'admettait pas que le Président Abdoulaye Wade prolonge son mandat même d'un jour. L'indignation est grande, aussi bien dans le pays qu'à travers le monde. L'attitude de sa majorité parlementaire à l'assemblée nationale, qui a accordé un quitus à cette décision démocratocide, permettant au Président Sall de rester au pouvoir jusqu'en décembre prochain, prouve à quel point les acteurs politiques africains obéissent plus au ventre qu'aux valeurs démocratiques.

C'est vrai qu'en Afrique, le ridicule ne tue pas et que la conviction n'est pas un critère de construction de la personnalité. Bref, «j'y suis, j'y reste», c'est dorénavant le leitmotiv du Président Sall et tant pis pour le pays qui s'en trouve déstabilisé. Après tout, ça passe ou ça casse. Macky Sall semble ainsi se mettre à l'école de l'Ivoirien Alassane Ouattara, qui a réussi dans ce jeu machiavélique, au grand désespoir des démocrates africains qui ne pouvaient pas s'imaginer pareil scénario dans un pays comme le Sénégal, qui a forgé une tradition démocratique jusque-là respectable sur le continent.

Mais, les démocrates africains ne doivent pas désespérer de l'avenir de la démocratie en Afrique. Même si on n'y prête pas attention, surtout dans les pays francophones, la Namibie vient de donner une leçon magistrale de maturité démocratique au continent, après le décès, le 4 février dernier, de son Président, Hage G. Geingob, un dirigeant politique emblématique de son pays. Les mécanismes constitutionnels de succession à la tête de l'Etat ont fonctionné sans accroche, malgré le deuil qui a ébranlé la Nation. Le jour même dans l'après-midi, le Vice-Président, Nangolo Mbumba, a prêté serment devant la Cour suprême, au Palais présidentiel. Puis, il a nommé comme Vice-Président de la République, Netumbo Nandi-Ndaitwah, qui était jusque-là ministre des affaires étrangères. Ils vont terminer le mandat jusqu'à la prochaine élection présidentielle prévue en novembre prochain. Sans fracas, la démocratie marche parfaitement dans certains pays africains, mais dans beaucoup d'autres, elle s'embourbe, quand elle n'est pas rejetée aux calendes grecques par le fracas des armes. Allez-y comprendre!

L'HORIZON AFRICAIN

Vœux à la presse du parti Les souverainistes

Quand Uphrem Dave Mafoula soupèse le mandat actuel de Denis Sassou-Nguesso !

Ancien candidat malheureux à l'élection présidentielle de mars 2021, Uphrem Dave Mafoula, président du parti Les souverainistes, situé à l'opposition, a présenté ses vœux à la presse, lors d'une rencontre, samedi 27 janvier 2024, à l'Hôtel Mikhaël's, à Brazzaville, dans une salle aux allures de meeting, où ses militants sont venus nombreux. Dans son mot liminaire de huit pages, il a peint la situation socio-politique du pays et esquissé quelques pistes de solution. Pour lui, trois ans après la réélection du Président Denis Sassou-Nguesso, le Congo «sombre dans la détresse».

Dès l'entame de son propos, Uphrem Dave Mafoula a exprimé «toute sa gratitude» à la presse, pour le travail qu'elle accomplit chaque jour, avant de présenter ses vœux. Il a reconnu les difficultés auxquelles la presse congolaise est confrontée. «En prenant la parole devant vous dans cette salle, j'ai une pensée particulière pour tous les médias privés qui, malgré leur volonté de fournir une information fiable et objective, dans ce secteur concurrentiel, se retrouvent souvent limités faute d'un accompagnement conséquent de la part des pouvoirs publics», a-t-il signifié.

«Je pense également aux conditions difficiles de travail auxquelles sont exposés les professionnels des médias évoluant dans le secteur public. A cela, il faut ajouter les pressions de toutes formes qu'ils subissent chaque jour dans l'exercice de leur fonction», a-t-il indiqué. Pour lui, «la presse doit être libre. Il est essentiel de le rappeler, la liberté de la presse est un pilier fondamental de toute démocratie. C'est pourquoi il est primordial de la respecter, de la protéger et son pluralisme doit être encouragé. En tant que parti de l'opposition, nous soutiendrons toujours le principe de subventions à la presse, parce qu'il permet de garantir l'indépendance des médias et de préserver leur rôle de quatrième pouvoir, le pouvoir de dénoncer les injustices et de faire émerger la vérité», a-t-il déclaré.

Puis, il a abordé la situation socio-politique nationale. «Il est des moments où notre amour pour le Congo est mis à rude épreuve. Des moments où nous ne pouvons plus rester silencieux face à la trajectoire de déclin dans laquelle nos dirigeants actuels ont placé notre pays. Des moments où nous devons prendre la parole et agir. Car, oui, lorsqu'on aime son pays, on refuse de l'abandonner sur la trajectoire de déclin. On refuse de laisser les erreurs et les mauvaises



Uphrem Dave Mafoula, président du parti Les souverainistes.



Uphrem Dave Mafoula (Ph d'archives).

décisions de ses dirigeants précipiter ses espoirs vers le bas. Car notre pays est notre héritage. C'est notre fierté, notre identité et notre avenir», a-t-il fait savoir. «Nous avons envers lui un devoir, celui de le protéger, de le défendre et de le voir atteindre les progrès nécessaires, afin de créer des meilleures conditions de vie pour nous et pour les générations futures», a-t-il indiqué.

«Mesdames et Messieurs vous qui êtes les observateurs de la vie politique de notre Nation, vous vous rendez bien compte que nous sommes aujourd'hui à un tournant crucial de notre histoire parce que nous vivons la seconde partie du mandat du Président de la République Monsieur Denis Sassou-Nguesso. Et à deux ans de l'élection présidentielle, il est de notre devoir en tant que parti politique de l'opposition, d'être au rendez-vous

de l'analyse et de la réflexion sur la situation que connaît notre pays, de ces nombreux maux qui le gangrènent et menacent son avenir», a-t-il poursuivi.

«Depuis trois ans, nous sommes témoins de l'inertie du gouvernement et de son incapacité à donner des réponses aux problèmes des Congolais. Alors, je me dois de vous faire part de mes préoccupations et de mes inquiétudes», a-t-il souligné.

«Mes chers compatriotes, trois ans se sont écoulés depuis la réélection du Président de la République à la tête de notre pays. Trois longues années durant lesquelles certains de nos concitoyens, avec un peu d'optimisme, ont espéré un changement, une amélioration de notre situation. Mais au lieu de cela, nous avons vu et nous en sommes témoins, que notre pays sombre dans la détresse.

La vérité est que rien ne va dans notre pays, puisque les promesses faites lors de sa campagne électorale, par le Président élu, n'ont pas été tenues. Et lorsqu'elles ont trouvé un semblant de réalisation, les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur des attentes des Congolais. Les problèmes qui secouent notre pays qui, il faut le rappeler, résultent des choix politiques du Président de la République depuis des décennies, persistent et s'aggravent. Le chômage est endémique, l'éducation et le sport sont en crise, l'insécurité règne en maître, la pauvreté ne cesse de s'installer de plus dans nos foyers, que dire de l'eau et l'électricité qui sont pourtant deux ressources essentielles à la vie humaine, mais qui demeurent souvent rares dans les grandes villes comme Brazzaville et Pointe-Noire? Les inégalités se creusent davantage, les scandales politiques et les affaires de corruption se multiplient, laissant ainsi les Congolais dans un profond sentiment d'injustice et de colère», a-t-il ajouté.

«Comme nous n'avons cessé de le dire, ce quinquennat avait mal commencé. Aujourd'hui, nous nous inquiétons encore plus de comment il finira. Dans cette nouvelle Afrique où les nouveaux dirigeants sont enclins aux évolutions économiques, sociales et politiques de leurs pays, nous nous étonnons que face à ces mutations et face à la reproduction des mêmes erreurs politiques que le parti au pouvoir se refuse de s'ouvrir à l'auto-critique, que le Président et son Premier ministre se protègent de toute remise en question, se privant ainsi de toute opportunité d'évolution et de toute possibilité de régénération», a-t-il poursuivi. «Durant toute l'année 2023, ce gouvernement n'a cessé d'amplifier des mesures antisociales. Rappelons-nous de l'augmentation des prix des carburants qui a provoqué la colère des Congolais dans l'ensemble du pays. Cette mesure a clairement démontré que le gouvernement a fermé les yeux sur les difficultés financières de la majorité des Congolais, alors qu'ils faisaient déjà difficilement face à la hausse du coût de la vie et à la reprise économique difficile post-coïd», a-t-il déclaré. «Pour couronner le tout,

PROPOS D'ÉTAPE

Nos heures de lassitude

Les rappeurs chantent: «C'est un livre ouvert, de mes rêves, de ma rage, de mes mémoires, de mes emmerdes, de mes cris et d'mes déboires». Prométhée râle de ses heures de lassitude, des heures d'épuisement de tous les éphémères.

Ils sont las du temps qui passe et qui ne change rien à leur quotidien. Ils sont las de ne pas lire leur devenir; ils sont las de ne pas savoir quoi manger demain; las de ne pas avoir les moyens de se soigner; las de ne pas avoir de l'eau potable; las d'avoir une énergie qui «n'énerge» rien; las des routes qui n'en sont plus; las de ne plus saluer les victoires sportives de leurs athlètes.

Les éphémères de céans qui, jadis, marchaient la tête haute sont passés de héros à zéro. Ils sont las de voir leurs enfants assis par terre à l'école; ils sont las de voir leur société se bloquer; las de voir toujours les mêmes au commandement des hommes; las d'un discours qui parle mais qui ne fait pas.

Ils sont las de voir l'altérité régner en maître sur leurs terres, sur le panier de leurs ménages, sur leurs transports. Ils sont las de «l'impréférence nationale». Ils sont las d'être pris pour pauvres, alors qu'ils en enrichissent beaucoup. Et, comme disent les poètes, leurs heures sont des «heures de rage, des heures de poisse, des heures de crasse, désert de confort, voilà leurs heures de vie».

Alors, comment se feront leurs heures de gloire?

D'abord des «rêves pleins la tête!» Un peu à la Jacques Brel, avec «des rêves à n'en plus finir et l'envie d'en réaliser quelques-uns». Le rêve de ce qu'il y a de meilleur pour le pays, pour les concitoyens; le rêve de construire des édifices éthiques imposants et superbes pour un réarmement moral digne de la grande tradition bantou. Le rêve du Maître des horloges de toujours faire, de faire encore et toujours; par exemple, de «visiter régulièrement les nasses ou les pièges posés»; le rêve de faire, de toujours faire, lorsqu'on a pensé et dit. Nos heures de gloire, c'est suite à nos réussites, après avoir fait, et bien fait.

Prométhée

nous avons vécu un événement tragique qui a choqué et endeuillé le pays. Ce drame D'Ornano qui a coûté la vie à nos jeunes, aurait pu être évité, si le gouvernement n'avait pas faibli dans sa capacité d'anticipation. Qu'il me soit permis de redire, ici, ma solidarité tout entière à la jeunesse congolaise et à l'égard des familles des disparus. Aussi, j'aimerais préciser que le devoir de mémoire m'oblige à solliciter des pouvoirs publics de rebaptiser ce lieu. Cet événement tragique du 21 novembre 2023 nous ramène à changer notre perception de l'histoire du Stade D'Ornano et à la revisiter», a-t-il affirmé. Uphrem Dave Mafoula pense qu'il est encore plus préoccupant quant au mimétisme du Président de la République, dont la fermeté du discours ne fait l'ombre d'aucun doute, mais contraste cependant avec les actes. Ce qui le dépouille de toute crédibilité». «Alors que l'année 2024 est déclarée, par lui, comme année de la jeunesse, nous assistons déjà à la molestation des jeunes. En

effet, ce qui s'est passé avec les jeunes médecins formés à Cuba est inadmissible dans un Etat qui se dit ou qui se veut Etat de droit. En vrai, ces jeunes ne demandent rien d'autre que d'être rétablis dans leurs droits. Ils ont été formés non pas pour rester à la maison, mais plutôt pour servir le peuple congolais. Cette jeunesse qui subit encore des violences, c'est l'avenir de notre Nation. Il est inconcevable qu'elle soit continuellement transpercée par des doutes et des interrogations sur ce qu'elle vit aujourd'hui et sur son avenir», a-t-il indiqué.

Répondant aux journalistes, le président du parti Les souverainistes a souligné que «pour résoudre la question de l'eau et celle de l'électricité, il faut une volonté politique... Ce n'est pas un miracle, c'est plutôt un problème de volonté politique: aimer le peuple et lui offrir un minimum des conditions pour sa survie», a-t-il répondu.

Propos recueillis par
Chrysostome
FOUCK ZONZEKA

P.c.t (Parti congolais du travail)

Hommage à l'ancien sénateur Jean-Pierre Nonault, en présence du Chef de l'Etat

Décédé le jeudi 25 janvier 2024, à Paris (France), dans sa 87ème année, l'ancien sénateur Jean-Pierre Nonault, membre du Comité d'honneur du P.c.t (Parti congolais du travail), a eu droit à un hommage de son parti, vendredi 2 février 2024, au siège fédéral du P.c.t, au Quartier Mpila, à Brazzaville, en présence du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, du président du sénat, Pierre Ngollo, du président de l'assemblée nationale, Isidore Mvouba, du Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, des membres du gouvernements, des parlementaires, des membres des différentes instances et des unions catégorielles du P.c.t, des dirigeants des partis alliés, des parents, amis et connaissances, etc, sous le patronage du secrétaire général, Pierre Moussa. Trois moments forts ont marqué la cérémonie funéraire: le dépôt de gerbes de fleurs; l'oraison funèbre lue par Henri Gankama, membre du Comité d'honneur, et le mot de remerciements de la famille présenté par la ministre Arlette Soudan Nonault, fille de l'illustre disparu.

C'est une grande figure politique congolaise, au sein du P.c.t, qui s'en est allée. Dans son oraison funèbre, Henri Gankama a ressorti la dimension de ce grand acteur politique, co-fondateur du P.c.t, qui a contribué à la relance de ce parti, lors de son 6ème congrès extraordinaire, en juillet 2011.

«En effet, Jean-Pierre Nonault est né le 23 mars 1937 à Sibiti (département de la Lékoumou), des feus Théodore Nonault et Marie Modeste Kiboni. A près une formation bien accomplie au collège normal Raymond Paillet de Dolisie (Mbounda), il a connu une brillante carrière politique et diplomatique. En 1971, il est nommé commissaire du gouvernement dans la Région du Kouilou, puis directeur de A.c.i (Agence congolaise d'information), le 13 novembre 1973».

«Sa carrière diplomatique commence en 1974, quand il est nommé par le Président Marien Ngouabi, ambassadeur de la République du Congo en ex-URSS, en République Populaire et Démocratique de Mongolie et en Hongrie, avec pour résidence principale Moscou». «Trois ans après, nommé ambassadeur du Congo en France, Jean-Pierre Nonault présenta ses lettres de créances au Président Valéry Giscard D'Estaing, le 25 octobre 1979. Avec résidence à Paris, il était aussi accrédité ambassadeur du Congo en Espagne, en Suisse, au Portugal, au Portugal, au Royaume-Uni, au Vatican et à l'Unesco. Il resta en poste à Paris quatre ans durant».

«La carrière politique de Jean-Pierre Nonault est tout aussi élogieuse que sa carrière diplomatique». «En effet, Jean-Pierre Nonault est membre fondateur du P.c.t en 1969 portant le matricule



Jean-Pierre Nonault, ancien sénateur.



Le Président de la République devant la dépouille de Jean-Pierre Nonault.



Le geste d'affection et d'adieu à l'illustre disparu.

n°19. Il est élu au Comité central du P.c.t en 1979 et ré-élu en 1984, lors du troisième congrès ordinaire, tenu du 27 au 31 juillet». «En juillet 2002, il est élu au sénat pour le compte du Département de la Cuvette. Il est président du groupe parlementaire des

Forces démocratiques unies et alliés en octobre 2002 et président du Collectif des sénateurs de la Cuvette».

«A l'issue du premier renouvellement du sénat en 2005, Jean-Pierre Nonault est réélu sénateur du Département de la Cuvette. Doyen d'âge, il a

présidé l'élection du bureau du sénat, le 10 octobre 2005 et le 12 août 2006, après le deuxième renouvellement de la chambre haute du parlement. Il a également assumé les fonctions de président du groupe parlementaire R.m.p (Rassemblement pour la majorité présidentielle) puis président du groupe parlementaire P.c.t au sénat».

«En 2011, désigné président du comité préparatoire du 6ème congrès extraordinaire, Jean-Pierre Nonault a eu l'honneur de conduire les travaux dudit congrès, tenu du 21 au 25 juillet, au terme duquel il est élu président de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation. Il est à noter que Jean-Pierre Nonault a marqué les assises du 6ème congrès extraordinaire non seulement par son sens de l'humour avec l'expression «A bientôt», lorsqu'il suspendait les travaux, mais aussi par son sens de conciliation, car ce congrès avait, entre autres défis, l'ouverture du P.c.t à d'autres forces politiques».

«Soucieux de pérenniser le souvenir et les acquis du 6ème congrès extraordinaire, le vénérable Jean-Pierre Nonault a publié aux Editions L'Harmattan Congo, un ouvrage dont le titre est: «Le 6ème congrès extraordinaire du Parti congolais du travail», c'est une compilation des discours et allocutions que l'auteur a prononcés de la phase préparatoire à la tenue de ce grand et historique évènement. Il présente par ailleurs les messages aux congressistes, notamment le message d'orientation du Président du Comité central du P.c.t, Denis Sassou-Nguesso, ceux des partis amis, nationaux et étrangers, des individualités et des délégations du parti venues des différents départements du Congo», a fait savoir Henri Gankama.

Après l'oraison funèbre, la ministre Arlette Soudan Nonault a présenté le mot de remerciements de la famille. Il y a eu, ensuite, le dépôt de gerbes de fleurs, à tour-de-rôle, par les dirigeants présents. C'est sur la terre de ses ancêtres, à Boundji, que Jean-Pierre Nonault sera inhumé, en présence du Chef de l'Etat et des dirigeants de son parti.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Commentaire

Pascal Tsaty-Mabiala confronté à la question de la légitimité au sein de l'U.pa.d.s

Le débat agite les rangs du premier parti d'opposition, l'U.pa.d.s (Union panafricaine pour la démocratie sociale), dont le premier secrétaire, Pascal Tsaty-Mabiala, chef de l'opposition politique, est critiqué par une frange des cadres de son parti qui lui reprochent de multiplier les mandats de premier secrétaire, sans plus convoquer le congrès qui a le pouvoir de l'élire. La question a été au cœur d'une rencontre organisée le 6 janvier 2024, à Pointe-Noire, par un courant baptisé «Esprit U.pa.d.s». La réaction du secrétariat national a été de suspendre celui qui semble le leader de ce courant contestataire, à savoir Noël Diambou, conseiller municipal de Pointe-Noire, deuxième vice-président de la coordination départementale U.pa.d.s de Pointe-Noire. Mais, la question soulevée continue de nourrir le débat au sein du parti.



Pascal Tsaty-Mabiala, chef de l'opposition, premier secrétaire de l'U.pa.d.s.

Pascal Tsaty-Mabiala fut élu premier secrétaire de l'U.pa.d.s, lors du congrès unitaire extraordinaire tenu du 7 au 9 juin 2013, au Palais des congrès de Brazzaville, pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois, suivant les textes fondamentaux du parti fondé par le prof Pascal Lissouba. Ce qui suppose qu'en mai ou juin 2017, l'U.pa.d.s allait tenir un congrès, pour renouveler ses instances dirigeantes nationales. Puis, un autre en avril ou mai 2021.

Or, depuis le congrès de 2013, le secrétariat national de l'U.pa.d.s n'a plus penser convoquer de congrès jusqu'à ce jour. Ce qui a amené Noël Diambou, lors de la rencontre de son courant politique, «Esprit U.pa.d.s», à soulever cette question inhérente à la vie démocratique dans toute instance. «Depuis 2013, il y a deux mandatures qui se sont écoulées et le congrès se fait toujours attendre. Le constat qui ressort de ces faits est celui d'un manque criant de volonté politique de notre direction du parti à convoquer les nouvelles assises. La raison récurrente de manque de moyens financiers est un prétexte fallacieux pour se pérenniser à la tête du parti. Nous avons plutôt l'impression que cette direction nationale semble se complaire à gérer le parti avec les instances qui n'ont plus, statutairement parlant, de véritable légitimité. Et comme telles, les instances du parti, du point de vue de cette illégitimité, se sont disqualifiées à assumer légalement leur mission, conformément à nos textes réglementaires», a-t-il déclaré.

Les réactions à cette sortie politique fracassante de l'«Esprit U.pa.d.s» ne se sont pas fait attendre. Dans une conférence de presse, le 20 janvier, à Pointe-Noire, Aimé Sylvestre Mbenzé, président de la coordination départementale U.pa.d.s de Pointe-Noire, a nié l'existence de ce courant et condamné ses prises de position. «Camarades militants et sympathisants de l'U.pa.d.s, nous, bureau de la coordination départementale U.pa.d.s de Pointe-Noire, avons été surpris de l'existence d'un pseudo-courant au sein de l'U.pa.d.s dénommé «l'esprit U.pa.d.s», par la voix des ondes, qui a tenu son assemblée générale dite constitutive dans la ville océane», souligne la déclaration lue par le porte-parole de la coordination, Lucien Espoir Mbouloukou.

Il n'en demeure pas moins vrai que le problème soulevé, celui de la légitimité démocratique de l'actuel premier secrétaire au sein de son parti reste entier. En plus, sans jouir d'une légitimité démocratique, Pascal Tsaty-Mabiala exerce les fonctions de chef de l'opposition politique. Si les Congolais souhaitent le perfectionnement de leur démocratie, ils ne sauraient continuer à s'accommoder du pouvoir de fait. La légitimité démocratique est une exigence qui s'impose à tous. Autrement, il faut laisser ceux qui sont au pouvoir l'exercer éternellement.

Urbain NZABANI

Communiqué du Ministère du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation

Jeudi 8 Février 2024, à 10 h, à l'**Hôtel Radisson Blu**, Journée d'échange sur l'**AGOA** et la **ZLECAF**, organisée par le Ministère du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation.

Cette Journée d'échange sera l'occasion de :

- d'une part, de guider les jeunes qui veulent entreprendre et les jeunes opérateurs économiques, sur les possibilités d'accès aux financements de leurs outils de travail ;

- d'autre part, de guider les entreprises, afin de tirer pleinement profit de ces deux marchés et de faire face à la concurrence qui arrive, avec le marché unifié africain, la **ZLECAF**.

Attention les places sont limitées !

Participation sur **INVITATION** uniquement.

Pour toute inscription et information, merci de vous rapprocher du Ministère du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation.

Adresse : 09, Rue de la Libération de Paris (Brazzaville)

Contacts : 06 921 92 59 (Monsieur Louemba-Nzila)

06 855 21 33 (Madame Sitou Lenda)

06 442 00 58 (Monsieur Bakala Armel)

06 975 38 41 (Madame Balenvokolo Aude).

Deuxième circonscription de Ouenzé (Brazzaville)

Après sa descente parlementaire, Daniel Illoye Gouya promet de rencontrer les jeunes

Le député P.c.t (Parti congolais du travail), élu dans la deuxième circonscription électorale de Ouenzé (Quartiers 52, 23 et 55), à Brazzaville, Daniel Illoye Gouya, a effectué une descente parlementaire, lundi 29 janvier 2024, pour rendre compte à ses mandants de la moisson de la troisième session administrative et la quatrième session budgétaire de la quinzième législature de l'Assemblée nationale. Accompagné d'une dizaine de collègues députés de Brazzaville et de l'intérieur du pays, Daniel Illoye Gouya a décliné les conclusions des deux dernières sessions de l'Assemblée nationale, promettant de rencontrer les jeunes de sa circonscription, pour les écouter.

Selon Daniel Illoye Gouya, la troisième session ordinaire, tenue du 2 juin au 13 août 2023, avait traité 31 affaires, parmi lesquelles 12 adoptées et 19 autres renvoyées à la prochaine session. L'affaire numéro 2, relative au projet de loi organique déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes et de discipline budgétaire ainsi que la procédure à suivre, consacre le renforcement organisationnel et fonctionnel de même que celui des attributions de cette institution. Les innovations apportées par ladite loi sont de renforcer son autonomie vis-à-vis de tout autre juridiction, et traduisent la volonté des autorités nationales à optimiser davantage la gouver-



Une vue de la rencontre avec le député Daniel Illoye Gouya

nance publique en matière de gestion des deniers publics. L'affaire numéro 17 liée à la proposition de loi sur l'interopérabilité et l'ouverture du canal Ussd aux fournisseurs de service à valeur ajoutée

(Sva), en République du Congo fait que les codes Ussd, antérieurement détenus et exploités exclusivement par les opérateurs de téléphonie mobile (Mtn et Airtel), seront désormais ouverts



Daniel Illoye Gouya (à droite).

aux autres acteurs. Cela aura l'avantage de booster l'essor des très petites, petites et moyennes entreprises dans l'optique de la lutte contre le chômage et la pauvreté. L'affaire 27 relative au projet de loi autorise la ratification de l'accord inhérent au projet de création d'activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique entre le Congo et la Banque internationale de développement (Aid). A l'adoption ces différentes affaires, il faut ajouter les séances des questions d'actualité, des questions orales avec débat au gouvernement sur

les contreperformances de l'équipe nationale de football, la municipalisation accélérée, le contrat liant la société Averde et l'Etat congolais. En ce qui concerne la quatrième session ordinaire budgétaire tenue du 15 au 23 décembre 2023, 18 affaires étaient inscrites à l'ordre du jour, dont 14 adoptées et 4 renvoyées à la prochaine session. Parmi les affaires adoptées, il y a le projet de loi portant loi de finances pour l'année 2024. Cette loi a apporté d'importantes innovations dans le cadre de la gouvernance financière publique, en ce

sens qu'elle marque le passage du budget des moyens au budget programme. Un échantillon de six ministères pilotes appliquera le budget programme au titre de l'année 2024.

Concernant le projet de loi portant protection des consommateurs, le député Daniel Illoye Gouya estime que, par le vote de cette loi, le pays vient de se doter d'un cadre juridique et institutionnel qui intègre les orientations internationales et communautaires, dans le but d'assurer la protection de la santé, de la sécurité et des droits économiques des consommateurs, dans un contexte concurrentiel de plus en plus complexe, marqué par la mondialisation de l'économie et particulièrement par la création de la Zlecaf (Zone économique de libre-échange continental africaine), etc.

A travers l'échange, les mandants se sont aussi exprimés sur l'insalubrité, les pénuries d'eau et d'électricité. Ils ont sollicité leur élu de les aider à trouver des solutions à ces différentes situations qui rendent difficile leur vie quotidienne. En sa qualité d'élu du peuple et de président du comité P.c.t de Ouenzé, Daniel Illoye Gouya entend organiser, bientôt, une rencontre avec les jeunes de Ouenzé, pour recueillir leurs profondes aspirations qui feront l'objet d'un mémorandum à transmettre aux pouvoirs publics.

Joseph MWISSI NKIENI

Commentaire

Le gouvernement à l'épreuve de la mise en œuvre des actes des états généraux de l'éducation

Mis en place par décret du Premier ministre, le 24 août 2021, le haut-commissariat à l'organisation des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche, dirigé par Hellot Matson Mampouya, a rendu sa copie, après la tenue, du 25 au 29 janvier 2024, au Palais des congrès de Brazzaville, de ces assises nationales. Désormais, la balle est dans le camp du gouvernement, qui doit mettre en œuvre les réformes proposées par les états généraux. On peut supposer que le débat, mené laborieusement pendant trois ans environ, est clos. Place maintenant à l'action et à l'évaluation de son impact. C'est ici le lieu de se poser la question de savoir si le gouvernement sera à même de relever ce défi.

La moisson est abondante. C'est le moins qu'on puisse dire des actes des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche. Le diagnostic a été fait. La thérapeutique trouvée, pour redresser un secteur éducatif national que tous reconnaissent comme étant malade. Et même sérieusement malade. Désormais, il s'agit d'apprêter la thérapeutique, l'appliquer et attendre que le malade recouvre une bonne santé. L'application de la théra-

peutique, c'est la tâche du gouvernement. C'est à bon droit qu'il faut se poser la question de savoir si celui-ci sera à même de relever ce défi. Ce n'est pas que notre exécutif manque de capacité de travail. Mais, à en juger par son organisation du travail, les inquiétudes peuvent être fondées. A quel rythme le gouvernement entend-t-il mettre en œuvre les réformes dans le secteur de l'éducation? Quel calendrier se donne-t-il? Avec quelle méthode de travail? Quelles sont les synergies à créer,



Photo de famille autour du Premier ministre, après l'ouverture des assises.

pour avancer de manière harmonieuse? En termes de calendrier, on peut supposer que le gouvernement a suffisamment de temps pour faire de telle sorte que les premières réformes soient expérimentées à partir de l'année scolaire prochaine, c'est-à-dire à partir du mois d'octobre prochain. En plus de la Primature, sept départements ministériels sont, en principe, directement concernés:

- le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique;
- le Ministère de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation;
- le Ministère de l'enseignement technique et professionnel;
- le Ministère de la jeunesse et des sports, de l'éducation civique, de la formation qualifiante et de l'emploi;

- le Ministère du budget, des comptes publics et du portefeuille public;
- le Ministère de l'économie et des finances;
- le Ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'Etat.

Il est clair que les états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche ont abouti à réformer un des secteurs de l'Etat qu'est l'éducation nationale. Or, au sein du gouvernement, la réforme de l'Etat constitue un portefeuille ministériel. Celui-ci devrait d'ailleurs assurer le secrétariat général de la mise en œuvre de ces réformes, en synergie avec le haut-commissariat à l'organisation des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche. Et comme on le sait, les réformes ont toujours un impact sur le budget de l'Etat, dans un sens (augmentation) comme dans un autre (baisse). Etant donné

l'importance des réformes issues des états généraux, le Ministère en charge de l'élaboration du budget de l'Etat et celui en charge des finances publiques doivent être directement associés à l'élaboration des réformes, pour mesurer ce qui est faisable et ce qui ne l'est pas, en termes de budget et de finances publiques. Car, il ne sert à rien de retenir des réformes que l'Etat ne pourra pas financer. Exemple: introduire les langues nationales dès l'école primaire suppose qu'il faut recruter et former des enseignants et cela à un coût dans le budget de l'Etat; rendre le cycle maternel obligatoire oblige l'Etat à construire des infrastructures à travers le pays et recruter du personnel et cela à un coût. Est-il prêt à le faire? Enfin, sous la direction de la Primature, les sept départements ministériels concernés devraient former un club interministériel chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des réformes issues des états généraux de l'éducation, de la formation et de la recherche, en se donnant un agenda de travail. Ce n'est qu'à travers une telle organisation que cette initiative d'états généraux aboutira à la concrétisation de ses résultats.

Jean-Clotaire DIATOU

Apiculture

La coopérative Ya Diyi dotée d'une miellerie moderne à Pointe-Noire, don de la Chine

La coopérative agropastorale Ya Diyi, basée à Pointe-Noire, a réceptionné, le vendredi 26 janvier 2024, au siège de l'arrondissement 4 Loandjili, des équipements pour le traitement industriel du miel, offerts par le gouvernement chinois. C'est le président de la coopérative, Juste Justin Goma Gabou, qui a reçu le don, des mains de l'ambassadeuse de Chine, Mme Li Yan. Ce dispositif technologique de traitement du miel inaugure l'ère de la modernisation de la filière apicole jusqu'ici artisanale et informelle au Congo. De quoi propulser la production de miel, ce pétrole jaune jamais exploité à grande échelle dans le pays, et participer ainsi à la diversification de l'économie nationale.

D'un coût de 48 millions de francs Cfa, le dispositif reçu par la coopérative agropastorale Ya Diyi est composé de plusieurs appareils (extracteur, pressoir, désoperculeur, doseuses à miel, maturateur, étiqueteuse, etc) et des fûts de conservation de miel. Contrairement à certains de ses voisins dont le Cameroun avec «Les Mielleries de Douala», le Congo n'avait, jusque-là, que des récoltes de miel artisanales relevant de l'informel. Cette miellerie moderne, la première du genre, fait entrer le pays dans l'ère de la production industrielle de miel. En croyant aux aspirations écologiques et économiques de Ya Diyi, la Chine voudrait faire jouer à l'apiculture un rôle prépondérant dans l'économie congolaise. «Nous espérons que ces équipements vont booster la production de la coopérative, qu'ils apporteront une plus-value substantielle et qu'ils vont promouvoir la coopération que nous avons avec cette structure qui conduira certainement les jeunes, les femmes et les enfants congolais à réaliser l'objectif de faire du Congo un pays producteur et exportateur de miel en Afrique», a déclaré Mme Li Yan, après présentation et remise du matériel.

Pour la diplomate chinoise, ce don est une satisfaction morale. Le bénéficiaire, quant à lui, s'inspirant de Martin Luther King, rêve pour tout un pays. «J'ai enfin rêvé un grand Congo faisant partie des pays africains producteurs de miel et exportateurs de miel et de ses dérivés», a déclaré Juste Justin Goma Gabou dans son mot de circonstance. Ainsi, avec l'acquisition d'une miellerie moderne, la coopérative Ya Diyi



Le président de la coopérative à droite recevant le don.



Photo de famille après la remise du don.

peut, désormais, exporter le miel, grâce à la certification de ses produits par l'Aconoq (Agence congolaise de normalisation et de la qualité), et augmenter significativement sa production qui est de quatre tonnes par année. Le rêve est permis, d'autant plus que la miellerie moderne est capable de traiter et stocker plus de 13 tonnes de miel. Ce qui se présente comme une contribution importante à la production nationale. Le Congo peut, désormais, nourrir l'ambition de concurrencer ses voisins dont le Cameroun qui a produit, en 2022, 7.800 tonnes de miel qui ont généré plus de 60 milliards de francs Cfa de recettes.

Et pour une économie congolaise emprisonnée dans l'or noir (pétrole) (plus de 80% du budget national), le jeu en vaudrait la chandelle, pour peu que l'apiculture devienne une étape clé

l'histoire apicole dans le pays, procède d'une vision axée autour de ce que l'ancien sénateur appelle les «onze batailles». Il s'agit de «la participation à la protection de l'environnement», «l'installation d'une usine de fabrication des ruches», du «piégeage,

suivi et récolte en continu des produits de la ruche», de «la création d'une école de formation en apiculture professionnelle», la «promotion de la question du genre», l'«obtention d'une certification», la «mise en place des plantations mellifères», la construction d'une miellerie moderne», la «création des succursales des centres



Une partie du don de la Chine.

dans le processus de diversification de l'économie nationale enclenché par le gouvernement et soutenu par les partenaires internationaux. En envisageant de créer plus de 500 emplois directs et indirects dans tout le Congo, Ya Diyi entend contribuer à la résorption du chômage qui plombe surtout la jeunesse congolaise. Ce rêve, qui devient une réalité irréfutable de

de formation dans les autres départements». Et il reste trois batailles. Il s'agit du «lancement d'un plaidoyer pour l'obtention de textes protégeant intégralement l'abeille» et de la «contribution à la création d'une fédération des apiculteurs professionnels». Mais, seule Ya Diyi n'y peut rien. Il faut l'appui de tous ceux qui s'intéressent à cette filière.

John NDINGA-NGOMA

Jean Castard Nzaou Pambou, président de l'U.h.i.c

Plaide pour que les problèmes du jeune handicapé soient résolus

2024 a été proclamé par le Président de la République comme année de la jeunesse. Cette décision présidentielle fait réagir les acteurs politiques et de la société civile. Président de l'U.i.h.c (Union des informaticiens handicapés du Congo), Jean Castard Nzaou Pambou, ingénieur informaticien, plaide en faveur de la jeunesse handicapée, afin qu'elle ne soit pas oubliée pendant cette campagne. C'est ce qu'il nous a confié, dans l'interview ci-après.

* **Monsieur le président de l'U.i.h.c, comment appréciez-vous la décision du Président de la République d'instituer l'année de la jeunesse?**

** Merci monsieur le journaliste, pour l'intérêt que vous accordez à la jeunesse handicapée de notre pays. Depuis fort longtemps, notre association œuvre pour l'amélioration des conditions sociales des personnes handicapées. Nous remercions vivement le Président de la République, d'avoir pensé, une fois de plus, à la jeunesse. Nous saisissons la balle au bond pour l'exhorter à ne pas oublier les

jeunes handicapés. Que ceux-ci soient pris en compte dans la mise en œuvre des décisions qui vont découler de l'année de la jeunesse.

* **Toute la jeunesse est concernée par l'institution de cette année?**

** Effectivement, la résolution de la question de la jeunesse intéresse tous les jeunes de la République. Les jeunes handicapés sont capables de faire beaucoup de choses. Ils sont intelligents et inventifs. Certains suivent des parcours universitaires élogieux et d'autres font des spécialités dans des métiers d'avenir comme l'électronique, l'informatique, les B.t.p (Bâtiments travaux publics), l'ingénierie, etc. Les autorités doivent s'intéresser à ces jeunes. Il faut indiquer que la jeunesse handicapée souffre trois fois plus que la jeunesse normale de la situation du chômage et de la pauvreté. Les autorités doivent se souvenir de l'article 31 de la Constitution du 25 octobre 2015, qui stipule que «la prise en compte par le gouvernement des problèmes des jeunes handicapés se fasse avec égalité et équité».

Propos recueillis par Chrysostome FOUCK ZONZEKA



Jean Castard Nzaou Pambou.

REMERCIEMENTS

M. Anguios Nganguia-Engambé, Président du PAR (Parti pour l'Action de la République mâ) remercie le Président du Sénat, M. Pierre Ngolo, le Premier Ministre Chef du Gouvernement, Son Excellence Monsieur Anatole Collinet Makosso, le Secrétaire Général du CNS (Conseil National de Sécurité), le Vice-Amiral Jean-Dominique Okemba, les membres du Gouvernement venus l'assister, les autorités locales de l'Arrondissement 6 Talangaï, les leaders politiques de la Majorité et de l'Opposition, les cadres ressortissants des Plateaux et d'autres départements, les cadres et militants de son parti, les citoyens du Quartier Le Vatican, les amis et connaissances, pour leur assistance multiforme, lors de la veillée mortuaire et des obsèques de sa maman,

Mme MABOUERE IBARA.

Décédée le samedi 13 janvier 2024, à Paris,



(France), elle a été inhumée le mercredi 7 février, au Cimetière privé VIP Bouka, dans la Commune de Kintélé, après une cérémonie de recueillement au domicile familial, dans la Rue Loukoléla. Née en 1922, à Obala, dans le District de Gamboma (Département des Plateaux), maman MABOUERE IBARA nous a quittés à l'âge de 102 ans.

Paix à son âme et que la terre lui soit légère !

Une augmentation des tarifs d'accès Internet au Congo ne se justifie pas

En ma qualité de président du Mouvement citoyen des consommateurs, j'ai eu la chance de participer, mercredi 31 janvier 2024, à une réunion organisée par le directeur général de l'A.r.p.c.e (Agence de régulation des postes et des communications électroniques du Congo), à Brazzaville. Un seul point était à l'ordre du jour: l'augmentation des prix de l'Internet par les opérateurs, sous prétexte que les tarifs actuels d'accès Internet sont des tarifs promotionnels, introduits sur le marché depuis 2020, à cause de la pandémie de covid-19. En réalité, les opérateurs de téléphonie mobile n'ont pas de raison d'augmenter les tarifs d'accès Internet, car les consommateurs payent déjà deux fois le coût d'accès Internet, par rapport aux tarifs homologués par l'A.r.p.c.e. Et je vais vous l'expliquer.

En prenant la parole à cette réunion, je n'ai pas hésité à dire au directeur général de l'A.r.p.c.e que les raisons avancées par les opérateurs de téléphonie mobile au Congo, pour une quelconque augmentation des tarifs d'Internet, étaient infondées, échappatoires et fausses. Car après vérification, depuis des années avant la pandémie de covid-19, les consommateurs d'Internet sont victimes de la cherté des tarifs d'accès Internet fourni par les opérateurs de téléphonie mobile, M.t.n et Airtel. Souvent, les tarifs ne respectent jamais les prix plafonds, planchers ou pondérés d'un méga-octet, fixés par la loi pour les différentes technologies de la téléphonie mobile: 2G; 3G et 4G. Par exemple, durant toute l'année 2023, les prix homologués par l'A.r.p.c.e, d'un méga-octet, au Congo étaient de:

- 0,96 F Cfa pour les utilisateurs de la technologie 2G;
- 0,93 F Cfa pour les utilisateurs de la technologie 3G;
- 1,81 F Cfa pour les utilisate-



Photo de famille autour du directeur général de l'A.r.p.c.e, après la réunion sur les prix d'Internet.

teurs de la technologie 4G. Ce qui veut simplement dire qu'une offre Internet à M.t.n ou à Airtel, de 45 méga-octets, devrait coûter plus ou moins:

- 43,2 F Cfa, pour les utilisateurs de la 2G;
- 41,85 F Cfa pour les utilisateurs de la 3G;
- 81,45 F Cfa pour les utilisateurs de la 4G.

Malheureusement, durant toute l'année 2023, les consommateurs ont été victimes d'acheter cette offre Internet auprès des deux opé-

rateurs à 100 F Cfa. Ainsi dit, avec des surplus de:

- 55,80 F Cfa pour les utilisateurs de la technologie 2G;
- 58,15 F Cfa pour les utilisateurs de la technologie 3G;
- 7,55 F Cfa pour les utilisateurs de la technologie 4G.

Ce qui laisse à comprendre quand M.t.n ou Airtel vendait son offre Internet de 45 méga-octets, à:

- 1 million d'utilisateurs de la technologie 2G, M.t.n ou Airtel empochait 100 millions de francs Cfa, au lieu de 43 millions de francs Cfa;

- 1 million d'utilisateurs de la technologie 3G, M.t.n ou Airtel empochait 100 millions de francs Cfa au lieu de 41 millions de francs Cfa;
- 1 million d'utilisateurs de la technologie de la 4G, il empochait 100 millions de francs Cfa au lieu de 81 millions de francs Cfa.

En 2023, les deux opérateurs ont généré plus ou moins 14 milliards 155 millions de méga-octets (Mo), une augmentation de 80% par rapport à l'année 2022, selon le rapport de l'observatoire du marché de l'Internet mobile au Congo. Ce qui est énorme. A travers ce message, je tiens à interpeller le gouvernement, l'assemblée nationale et le sénat, à rappeler à ces deux opérateurs de téléphonie mobile, au respect du décret n°2015-242 du 4 février 2015 fixant les modalités d'encadrement des tarifs des services de communication électronique au Congo. Je tiens aussi à rappeler aux consommateurs d'être prêts au boycott des services Internet de M.t.n et Airtel, en cas d'éventuelle augmentation des tarifs d'accès Internet. Car, l'augmentation ne se justifie pas. Quand l'Etat semble démissionnaire, la population est responsable de faire respecter ses droits.

Ghislain ONDELE KANGA

Défenseur des droits sociaux et économiques des consommateurs

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Nos amis communs Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu ne comprennent pas que 63 ans après l'indépendance de notre cher et beau pays, le Congo, nous n'ayons pas pu poursuivre les progrès que les colons d'une part et les politiciens de l'après-indépendance d'autre part nous vantaient et nous ont légués. La poste, la sécurité publique, l'école, le chemin de fer, la régularité des salaires, des pensions de retraité, des bourses d'études, la lumière électrique censée supprimer la nuit, la santé avec la disparition ou le recul des grandes endémies telles que la rougeole, le paludisme, etc. 60 ans après l'indépendance, tout n'est plus que recul: il faut de l'argent dans les hôpitaux pour se faire soigner; la plupart des centres de santé intégrés manquent de tout; la poste n'existe plus; l'école est minée par des maux dont les états généraux ont fait un diagnostic dramatique; les gares du chemin de fer ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes depuis les conflits armés des années 90, particulièrement dans le Pool; nos quartiers ne sont plus sûrs avec les bébés noirs qui attaquent les paisibles citoyens à la machette, comme le directeur général de l'Hôpital de base de Talangai en a été effroyablement victime avec sa famille et bien d'autres citoyens dont des agents de l'ordre; l'électricité qui est tout le temps coupée même dans les centres-villes de Brazzaville et Pointe-Noire; on ne parle plus de l'eau courante qu'en termes de pénuries; le transport en commun propose maintenant des tarifs fantaisistes et exorbitants; la pauvreté gagne du terrain; les grandes maladies telles que le paludisme et les A.v.c (Accidents vasculaires cérébraux) reviennent en force; les accidents des bus de l'Océan du Nord ne cessent de faire des victimes; le taux de mortalité monte en flèche; le pays est hyper-endetté partout; il y a beaucoup de partis politiques mais la plupart se battent pour être plus proches de la mangeoire; la justice travaille pour les plus offrants au point que les huissiers n'hésitent à pas à bloquer les comptes bancaires des entreprises comme moyen de pression afin de gagner de l'argent; quand on construit de belles routes on y multiplie les péages et les commerçants transporteurs ne cherchent qu'à les contourner, etc. Pour montrer qu'il y a des progrès, on nous vante les deux tours jumelles de Mpila, y distribue-t-on la soupe populaire, pour que le bas-people y trouve au moins de quoi soulager le ventre? Bref, vivre au Congo, pour le Congolais moyen, devient de plus en plus un véritable parcours du combattant. Les difficultés quotidiennes accablent de plus en plus de Congolais. Même quand le salaire tombe, au bout d'une ou deux semaines, il n'y a plus rien. Il faut se débrouiller pour vivre le reste du temps. Et pourtant, il suffit de quelques décisions pour que les conditions de vie du peuple s'améliorent. De quelques décisions fortes et non de discours ou de promesses.

Mais, quand, dans un pays, le Président de la République est obligé de descendre de son piédestal pour s'attaquer aux comportements déviants des policiers de la circulation routière ou des huissiers de justice, c'est comme s'il n'avait plus de gouvernement et d'administration publique, pour lutter contre ces déviances. Donc, ses ministres, ses conseillers, ses directeurs généraux, ses officiers commandants ne voient pas ça? On a l'impression d'un constat d'impuissance, c'est le drame de notre situation aujourd'hui! Comprenne qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

Transport en commun

Des plaintes, chez les usagers

Le transport en commun par bus et minibus est redevenu un casse-tête pour les citoyens habitant les quartiers éloignés du centre-ville de Brazzaville, particulièrement ceux des quartiers périphériques des arrondissements 6 (Talangai), 7 (Mfilou), 8 (Madibou) et 9 (Djiri), et des quartiers des banlieues comme Moukondo, etc. Aux heures de pointe et pas seulement, les usagers du transport en commun, de plus en plus nombreux, ont du mal à avoir une place dans un bus ou un minibus. Elèves, étudiants, travailleurs, commerçants, ouvriers, les gens s'entassent dans les arêts de bus dans l'espoir de trouver un moyen de déplacement.



Bousculade...

L'offre étant inférieure à la demande, la loi implacable du marché produit ses effets: morcellement des itinéraires et augmentation des tarifs. La place dans un bus ou minibus se négocie entre 250 et 300 F Cfa, voire 400 F Cfa suivant l'itinéraire à parcourir. A prendre ou à laisser. Après l'augmentation du prix du gasoil, le 7 octobre 2023, dont le litre est passé de 500 F Cfa

à 625 F Cfa, le gouvernement avait réussi à imposer aux transporteurs en commun le maintien du tarif habituel de 150 F Cfa la place, dans un bus ou minibus. Au début, cela a été respecté. Depuis le début de cette année, seuls les bus de la S.t.p.u (Société de transport public urbain) appliquent encore ce tarif de 150 F Cfa, mais ils sont rares dans le circuit de transport en



... pendant la montée dans les bus à Brazzaville.

commun ces derniers temps. Les transporteurs privés appliquent des tarifs à leur guise, suivant l'itinéraire desservi. Ils avancent comme raison, l'augmentation du prix du gasoil. Les taximans quant à eux ont trouvé la parade, en faisant le jumelage des courses. Aux heures de pointe, ils prennent de 3 à 5 clients, chacun payant sa course à 1.000 F Cfa. Autrement, il faut payer 2, 3 ou 4 mille francs, une course de taxi. En ayant

laissé le marché dicter sa loi, le gouvernement a simplement livré les usagers des transports en commun à la rapacité des commerçants transporteurs qui, s'ils ne présentent plus de revendications, se sentent libres d'appliquer les tarifs qui les arrangent, au grand dam des populations soumises aux tracasseries multiples pour se déplacer.

Urbain NZABANI

5^{ème} session ordinaire administrative de l'Assemblée nationale

La feuille de route de la session marquée par l'année dédiée à la jeunesse

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a ouvert, jeudi 1^{er} février 2024, la 5^{ème} session ordinaire administrative de la chambre basse du parlement, en présence du ministre d'Etat Pierre Mabiala, ministre des affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le Parlement. Après un tour d'horizon de l'actualité mondiale et africaine, il a donné des orientations, dans son discours d'ouverture, aux différentes commissions permanentes sur le travail qui les attend au cours de cette session. Cette feuille de route est marquée par «l'année dédiée à la jeunesse» qui «doit s'inscrire dans une démarche constructive, comme le proposait André Malraux, qui écrivait, je cite: «La jeunesse est une religion dont il faut toujours finir par se convertir», a dit Isidore Mvouba.

Le président de l'assemblée nationale a appelé les honorables députés à «légiférer pour la jeunesse, bras séculier du Congo, dans la perspective de la gouvernance intergénérationnelle». «La jeunesse représente 76%, soit les trois quarts de la population de notre pays. C'est une force; mais une force qu'il convient de canaliser pour en faire un levier de développement. L'année de la jeunesse appelle de notre part imagination, force et ténacité pour mettre en œuvre des actions concrètes au service de la jeunesse de concert avec le gouvernement» qui «doit détecter les niches d'emplois potentiels dans des secteurs aussi divers que variés, susceptibles de faire de nos jeunes de véritables hommes métiers».

Puis, il a donné des orientations sur le travail des commissions. «C'est dans ce sens que la commission en charge de l'économie doit veiller à l'opérationnalisation des budgets en mode programme dans les six ministères pilote.

De même, le suivi du programme du Congo avec le Fonds monétaire international et l'inclusion financière préconisée pour les jeunes au travers du numérique devraient préoccuper la commission finances.

S'agissant de la commission en charge des affaires juridiques et administratives, elle gagnerait à veiller aux lois qui, une fois adoptées et votées, ne sont pas appliquées.

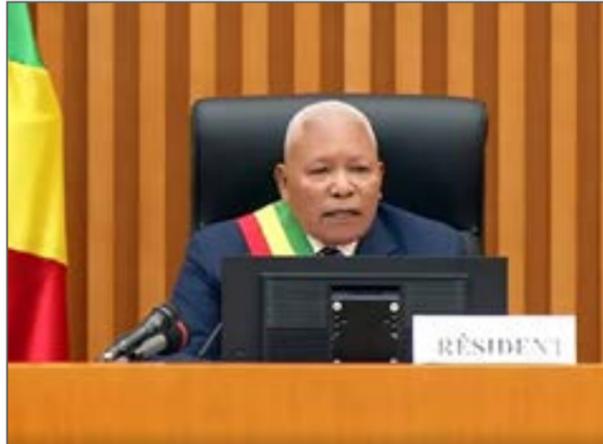
La commission en charge des affaires étrangères aura pour activité cardinale, le suivi effectif de l'important secteur de la coopération interparlementaire au cours de la présente année. Des initiatives heureuses et novatrices doivent émerger de l'action de cette commission qui est la porte extérieure de notre chambre.

La commission défense et sécurité doit contrôler le gouvernement de la République dans la problématique de l'insécurité qui refait surface dans nos cités. Des mesures vigoureuses doivent être prises pour mettre hors d'état de nuire les Koulounas

et autres bébés noirs qui font des quartiers périphériques de notre pays des endroits peu sûrs. En outre, la commission défense et sécurité ne doit pas perdre de vue les hautes orientations du Chef suprême des armées données lors du réveillon d'armes du 31 décembre 2023. Il s'agit d'une feuille de route à suivre à la lettre.

La commission en charge de l'éducation est instruite pour le suivi des conclusions des états généraux de l'éducation et de la recherche qui viennent d'être organisés à Brazzaville, ainsi que des problèmes liés à la condition des enseignants et des apprenants.

La commission santé doit se consacrer principalement au contrôle du système de santé, mais aussi à l'insertion professionnelle des jeunes médecins formés à Cuba! Mutatis mutandis, il convient de tordre le cou à l'idée insinueuse qui veut faire croire que le sida n'existe plus et veiller aux maladies émergentes et oubliées qui tracassent les congolais. Dans sa compo-



Isidore Mvouba, président de l'assemblée nationale.



Une vue de la cérémonie d'ouverture de la session.

cembre dernier». Il a demandé à la commission plan «de suivre, comme le lait sur le feu, ceux des projets inscrits au Plan national de développement 2022-2026 qui ont du mal à décoller, faute de moyens conséquents». Par ailleurs, «la commission environnement et sécurité alimentaire est tenue de ne pas baisser la garde dans le suivi de la principale question du réchauffement climatique et de la sécurité alimentaire. Ne pas perdre de vue les alliances parlementaires de sécurité alimentaire et nutritionnelle, A.p.c.s.a.n et R.a.p.a.c.s.a.n, qui sont nées pour conjurer les méfaits de la faim en Afrique. Ainsi dit, les commissions permanentes sont invitées à traiter les questions de leur compétence avec diligence et efficacité; le salut du peuple congolais en dépend».

Enfin, on peut retenir qu'Isidore Mvouba a rappelé «au bureau de l'Assemblée natio-

sante affaires sociales, cette commission doit plancher chaque jour qui passe, à la situation de nos compatriotes victimes des inondations et autres phénomènes du changement climatique. Les mesures qui viennent d'être prises sont encourageantes, il

faut le dire».

Le président de l'assemblée nationale a aussi remercié les partenaires du Congo, dont la France, «qui viennent d'abonder le fonds d'urgence humanitaire au profit de nos compatriotes affectés par les inondations survenues en dé-

de tirer les utiles leçons des résultats de la commission d'enquête parlementaire du C.h.u de Brazzaville et des missions d'information effectuées dans certains ministères et administrations».

Propos recueillis par Urbain NZABANI

Tribune

Instituer un service civique de la jeunesse, pour occuper les jeunes de manière saine

Parmi les pistes des solutions que l'on pourrait préconiser pour aider la jeunesse congolaise à se revêtir du nouveau manteau de valeurs cardinales dont:

1- aimer le Congo, notre patrie, être fier d'en être citoyen et se disposer à le respecter, à l'honorer et à le défendre jusqu'au péril de sa vie;

2- promouvoir et inculquer la culture de l'excellence et de la compétence: nul n'ignore que ce sont des hommes et des femmes, tous excellents, diplômés, doués de savoir et de savoir-faire dans les différents domaines d'activités et qui sont les artisans du développement de tout pays;

3- promouvoir la culture de la créativité, de l'esprit d'initiative et d'entreprise;

4- promouvoir la culture du vivre ensemble et de la

pratique de la solidarité. Il sied de signaler, sans vergogne, qu'aujourd'hui dans notre pays, les Congolais vivent malheureusement dans un environnement de méfiance, d'égoïsme, d'égoïsme, de jalousie, de haine, de délation, de tribalisme et de méchanceté. Il est on ne peut plus important de souligner que la culture du vivre-ensemble et de la solidarité doit être une valeur cardinale que tous les Congolais doivent, coûte-que-coûte cultiver entre eux, pour que désormais, les relations entre Congolais ne soient empoisonnées par des conditions tribales, religieuses ou philosophiques. Il faut créer ou mettre sur pied, comme en 1959, un service civique de la jeunesse.

Pourquoi un service de la jeunesse? Le service civique de la jeunesse aura,



Par Dieudonné Antoine-Ganga

entre autres, comme objectif:

- insuffler aux jeunes gens la foi dans les destinées de notre pays;

- utiliser des jeunes qui jusque-là ne trouvaient ou ne trouvaient pas dans l'immédiat à s'employer, en

les affectant à des tâches rentables pour notre pays, les former moralement et techniquement pour leur permettre de s'insérer dans la vie nationale à l'issue de leur passage au service civique.

Le passage de ces jeunes désœuvrés, victimes pour la plupart de l'exode rural, contribuerait à créer, chez eux, comme je l'ai écrit plus haut, le sens civique et l'esprit de solidarité nationale.

D'autre part, les jeunes volontaires pour un reclassement rural iraient en formation dans des villages de reclassement où ils suivraient une formation professionnelle accélérée prodiguée par des éducateurs de toutes disciplines: enseignement; génie rural; agriculture; élevage. L'encadrement et la conduite générale relèveraient des officiers de notre armée, commandés par un officier supérieur

spécialiste des écoles de formation de jeunes.

Enfin, pour ceux qui ne seraient volontaires ni pour le reclassement rural, ni pour l'édification des villages extra-coutumiers, leur emploi serait prévu dans le cadre des grands travaux définis par l'Etat.

Le service civique de la jeunesse, organisme de rééducation, de récupération et de formation, serait la preuve de l'intérêt que la République porte à sa jeunesse et du soin avec lequel il prépare son œuvre.

L'œuvre, cela va sans dire, requiert de la patience et

l'on pourrait souhaiter aller vite. Le programme est trop grave et sérieux, pour y appliquer des solutions hâtives. Seule une action méthodique et tenace peut apporter à la situation de cette jeunesse, l'amélioration qu'elle en droit d'espérer. Seule une action méthodique et tenace peut amener les jeunes qui s'écroulent dans le banditisme, à renoncer au port des armes. Il nous faut éviter, coûte-que-coûte, que cette jeunesse ne devienne le terreau des gangs ou des bandes armées comme en Haïti ou dans certains pays de l'Amérique du Sud et qui écumeraient nos villes et nos campagnes. Ne dit-on pas qu'il faut prévenir que guérir?

Dieudonné ANTOINE-GANGA.

**Chaque jeudi
L'Horizon Africain
sur le site internet:
www.lhorizonafricain.com**

Protection de l'environnement

Un documentaire sur les autochtones du Nord Congo, au cœur d'un débat sur l'écologie

À travers un documentaire intitulé, «A la vie, à la terre - Congo: les hommes et les arbres», réalisé dans le cadre de la lutte contre la déforestation et projeté le mardi 30 janvier 2024, à l'I.f.c (Institut français du Congo) de Brazzaville, la chaîne francophone de télévision, Tv5 Monde, emmène le public au cœur de la grande forêt du Nord Congo où elle rencontre des populations autochtones victimes de l'exploitation forestière et des changements climatiques. La projection du documentaire s'est déroulée en présence de Pierre Taty, directeur de cabinet au Ministère de l'économie forestière. Elle a été suivie d'un débat avec Suspense Averti Ifo, professeur agrégé d'écologie forestière et chercheur en écologie tropicale, Sorel Eta, chercheur ethnologue, sous la modération du journaliste Berdy Pambou, correspondant de Tv5 Monde au Congo.

Des populations autochtones, dont la survie dépend des arbres, subissent les transformations de leur milieu de vie généralement occasionnées par l'exploitation forestière et les changements climatiques. C'est le cas des habitants de Longa, dans le Département de la Likouala, une communauté autochtone en voie de disparition, d'après les Nations unies.

Concernant l'exploitation forestière, le prof Suspense Averti Ifo affirme, en tant que chercheur, qu'il est du côté où il faut fermer le territoire national à cette pratique. «Nous ne connaissons pas encore totalement nos forêts en termes de biodiversité. La forêt est un grand mystère. Il y a une différence entre ce qui est dit sur le papier et ce qui est vécu sur le terrain. J'ai visité plusieurs sociétés forestières du Nord comme du Sud Congo. Lorsqu'on dit sur le papier que la loi autorise le prélèvement d'un seul pied en hectare, comment il se fait, pour prélever un seul



Une image du documentaire de Tv5 Monde sur les autochtones du Nord Congo.

pied, on mobilise parfois plusieurs engins. On peut même ouvrir toute une piste qu'ils appellent piste de débardage et autres et ça détruit», a-t-il déclaré. Il y a, également, le timing du cycle de l'arbre qui va de 30 à 60 ans. Ainsi, un arbre exploité aura besoin de ce temps pour revenir au même point. Seulement, cela a un coût sur les peuples autochtones, notamment les habitants de Gbagbali, qui n'ont plus accès aux forêts et ne peuvent plus pratiquer certaines activités comme la chasse. Plus d'une di-

zaine d'aires protégées ont été créées dans l'ensemble du territoire congolais, pour garantir la préservation des forêts et des espèces animales dont certaines sont en voie de disparition, telles que les éléphants.

À ce propos, l'ethnologue Saurel Eta, spécialiste de la communauté autochtone Aka, affirme qu'en privant à ces populations d'accéder aux forêts, on les empêche de préserver leur culture qui ne pourrait plus être transmise aux générations futures et sera emmenée à l'oubli.

Pourtant, «cette culture est une richesse inestimable non seulement pour le Congo, mais aussi pour l'humanité tout entière», a-t-il confié. Il assure que les populations autochtones sont capables de contribuer au développement du Congo, avec leur savoir inestimable des arcanes de la forêt. «En les mettant dehors, nous sommes en train de nous auto-poignarder», affirme-t-il.

En réponse, Pierre Taty pense que, «dès lors que ces populations commencent à intégrer la dimension commerciale dans leur mode de vie, ce ne sont plus les mêmes et dès cet instant, ils sont rattrapés par la loi. Donc, au delà des émotions, nous devons nous dire que tous, Congolais, sommes frappés par les mêmes lois et quand il y a des écarts de comportement, la loi nous rattrape».

Tout compte fait, la forêt est un élément important de notre environnement. Avec l'évolution de la population, l'exploitation forestière, la construction des infrastructures, le développement de l'agriculture, on ne peut pas faire autrement que de la toucher. Mais, il faut le faire de la manière la plus intelligente qui soit, pour un développement durable, à travers les générations, afin de préserver la faune, la flore et les populations environnantes.

Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU

Frantz Fanon

Un psychiatre qui a vanté la violence face à la «maladie» de l'impérialisme

Figure historique de la résistance anticoloniale, Frantz Fanon est un médecin, philosophe et activiste franco-algérien, né à Fort-de-France, en Martinique, en 1925. Pionnier de la «thérapie sociale», une approche qui classait les pathologies personnelles comme des symptômes politiques, son soutien à la lutte pour la libération de l'Algérie était inébranlable. On se souvient souvent de lui comme un militant qui a autrefois salué la violence anticoloniale comme «une force de nettoyage» face à la «maladie» de l'impérialisme français.



Franz Fanon.



La révolution d'Algérie.

Le médecin ingénieux et activiste passionné, Frantz Fanon, a été autant une victime de l'empire que les patients qu'il s'est efforcé de soigner. Les maladies qu'il a traitées en tant que directeur d'un hôpital psychiatrique dans l'Algérie coloniale où il a travaillé à la veille de la lutte pour l'indépendance du pays dans les années 1950, étaient, pour lui, indissociables de la maladie la plus mortelle de toutes, à savoir «l'épidémie de l'impérialisme français» et dont le seul remède était «la révolution». Pourtant, Frantz Fanon n'a jamais été aussi belliqueux, unidimensionnel, qu'il est souvent considéré non seulement par ses ennemis, mais aussi par ses alliés et hagiographes.

Le principal théoricien de la résistance anticoloniale était un penseur extraordinairement subtil qui a rejeté les réductions qui tentaient tant ses contemporains. Contrairement au poète, essayiste et homme d'État sénégalais Léopold Sédar Senghor, Frantz Fanon n'a jamais eu recours à des évocations sentimentales d'une Afrique primitive et terrestre. Il a compris que le racisme était «un abîme en soi», contrairement au philosophe existentialiste français, Jean-Paul Sartre, qui insistait sur le fait que la libération des colonies n'était qu'une étape sur la voie d'une révolte universelle contre les classes dirigeantes. Ses deux œuvres classiques, «Peau noire, masques blancs» (1952) et «Les Damnés de la Terre» (1961), sont des analyses lucides et lyriques des distorsions psychiques que l'impérialisme inflige aux colons comme aux colonisés.

Notons que Frantz Fanon n'est pas mort dans aucune des villes où il avait vécu sans jamais se sentir chez lui, mais dans un pays totalement étranger: les États-Unis, où il cherchait à se faire soigner pour la leucémie qui l'a tué à l'âge de 36 ans (1961), huit mois avant la libération de l'Algérie en 1962.

Roland KOULOUNGOU

Musique

La révolution féminine du rap congolais

La présence croissante de femmes rappeuses est l'une des caractéristiques essentielles de la scène musicale de ces dernières années. Et le Congo ne fait pas exception. A force de talent et de persévérance, les femmes ont gagné des rôles de premier plan et sont aujourd'hui une référence régulière dans les spectacles et les enregistrements. Qu'elles soient en carrière solo ou à la tête d'un groupe, ces musiciennes talentueuses bousculent les stéréotypes et enrichissent la scène musicale de leur diversité et de leur savoir-faire.

En phase avec cette tendance, la scène musicale congolaise a, également, observé, depuis 2010, la contribution féminine croissante. Au cours de ces dernières années, le rap féminin congolais s'est enrichi avec des artistes talentueux comme Laïla and the groove, Jessy B (Prix découverte Rfi 2023), Sharon, Jada Chief, Dom Trounwar et bien d'autres artistes rappeuses. L'arrivée de ces jeunes talents sur la scène locale du rap a redynamisé ce secteur, même si attirer l'attention des promoteurs de festivals, des sponsors

ainsi que d'éventuels producteurs leur a demandé un effort plus important que celui auquel leurs collègues masculins devaient faire face au quotidien.

Il sied de noter qu'avec ou sans producteurs, les artistes féminins continuent de gagner de la place dans le rap, grâce à leurs efforts et leur persévérance. Aujourd'hui, il est courant de les retrouver dans des festivals de musique urbaine qui étaient autrefois presque dominés par des rappeurs hommes. Historiquement et à quelques rares exceptions près, l'importance des



Jessy B (Prix découverte RFI 2023).

femmes sur la scène du rap se limitait au rôle de figurant dans les clips vidéos. Les dames ont toujours dominé ce segment de l'art. Mais, il était rare de les voir en pleine prestation aux côtés des rappeurs de sexe opposé. Cette situation a commencé à changer il y a quelques décennies, lorsque la question du genre s'est installée et

que certaines filles se sont intéressées à cette catégorie de musique que l'on attribuait souvent à des «gangsters», modifiant ainsi la scène internationale, en embrassant avec passion des styles traditionnels aux courants les plus innovants d'improvisation libre.

Roland KOULOUNGOU

Championnat national direct de football Ligue 1

L'Ac Léopards en tête de la manche aller, tandis que le Fc Nathalys ferme la marche

La 13^{ème} journée marquant la fin de la phase aller du championnat national direct de football Ligue 1 a connu, le dimanche 4 février 2024, au Stade Alphonse Massamba-Débat, le choc entre l'Ac Léopards de Dolisie, leader du championnat, et l'Inter-club de Brazzaville, son poursuivant immédiat. A l'issue de cette 13^{ème} journée qui s'est achevée lundi 5 février par la rencontre Talangai et Kintélé, l'Ac Léopard est en tête de la manche aller du championnat national, avec 27 points, tandis que le Fc Nathalys ferme la marche avec 10 points, se mettant ainsi dangereusement en position de reléguable.

La rencontre entre Dolisiens et Inter-clubiens s'est jouée dans un désintéressement total du public qui n'a pas répondu présent. Les gradins du Stade Alphonse Massamba-Débat étaient quasiment vides. Le football national ne semble plus faire recette auprès de son propre public, qui a jeté son dévolu sur la Can (Coupe d'Afrique des Nations), qui cristallise actuellement les débats sportifs, surtout avec cette histoire de surveiller le fleuve entre les deux Congo. La Fécofoot (Fédération congolaise de football) doit développer des stratégies pour amener le public à s'intéresser à son football, face à la concurrence des championnats européens retransmis par Canal+.

Qu'à cela ne tienne! Les 24 acteurs sur le terrain ont pro-

duit du bon spectacle dans le match entre Dolisiens et Inter-clubiens qui ont fini par se neutraliser: 1-1. Les buts étaient marqués par Bersyl Obassi du côté des Fauves du Niari, à la 84^{ème} minute de jeu, à la suite du plat de pied au sortir d'un corner. Pour l'Inter-club, c'est son défenseur, Divin De Nzingoula, qui a égalisé par la tête, à la 88^{ème} minute. Le score en est resté là, jusqu'au coup de sifflet final.

Pour revenir en arrière, la 13^{ème} journée du championnat national direct de football Ligue 1 a commencé avec la victoire de B.n.g (Bana nouvelle génération) sur le Fc Nathalys: 1-0. Cara a aussi battu V.club Mokanda par le même score: 1-0. Etoile du Congo a été surprise, dans ses propres installations de Brazzaville, par l'As Chemi-

nots de Pointe-Noire: 0-1. Le Fc Kondzo a tenu en échec les Diabes-Noirs, en arrachant un match nul de 2-2. L'As Vegas a succombé devant l'As Otho par 0-2. Lundi 5 février, la J.s.t (Jeunesse sportive de Talangai) et l'As Juk (Jeunesse unie de Kintélé) se sont séparées par un score neutre: 0-0.

Au sortir de la 13^{ème} journée, l' Athletic club Léopards de Dolisie est sacré champion de la mi-saison, détrônant ainsi l'As Otho. Le Fc Nathalys est bon dernier avec 10 points et une différence de buts de -8. Les quatorze clubs du championnat national direct de football Ligue 1 vont aborder la phase retour, à partir de la 14^{ème} journée.

Comme on le sait, au terme de la phase retour, le vainqueur disputera la Ligue des champions, tandis que le deuxième participera à la Coupe de la Caf (Confédération africaine de football). Aux Dolisiens de se battre pour conserver leur avance. Mais, rien n'est totalement joué d'avance. Tout est encore possible pour les autres équipes.

Luze Ernest BAKALA

Ligue départementale de handball de Brazzaville

Un tournoi de mise en jambes, pour lancer la saison nouvelle sportive

La Ligue départementale de handball de Brazzaville a lancé sa première compétition de la saison sportive 2023-2024, en organisant un tournoi de mise en jambes auquel participent les équipes de juniors et de séniors, dans les deux catégories messieurs et dames. Le coup d'envoi de ce tournoi a été donné par le président de la ligue, Avicenne Nzikou, le samedi 3 février 2024, au Gymnase Nicole Oba, dans le 6^{ème} arrondissement de Brazzaville, en présence du directeur départemental des sports, Parfait Malonga. Ce tournoi prend fin le samedi 17 février.

Après plus de quatre mois de vacances, les handballeurs de la ville capitale ont renoué avec la compétition. Celle-ci va permettre aux staffs techniques de revoir leurs copies, après une longue période de repos et aussi le niveau de jeu de leurs équipes, pour mieux aborder le championnat. Plus d'une vingtaine d'équipes prennent part à ce tournoi, avec un total prévu de 35 matches.

Pour le président de la Ligue départementale de handball de Brazzaville, Avicenne Nzikou, la reprise des activités sportives, quoiqu'en retard, est un signe rassurant, surtout que les équipes ont fait preuve de promptitude pour répondre à l'appel de la ligue. «D'abord, pour nous ligue, c'est dire merci

un championnat. Il faut passer par une phase d'échauffement. Il était donc très important que ce tournoi ait lieu. Pour nous, c'est comme un moyen de faire l'état des lieux, pour voir si les équipes ont répondu présent, les supporters aus-

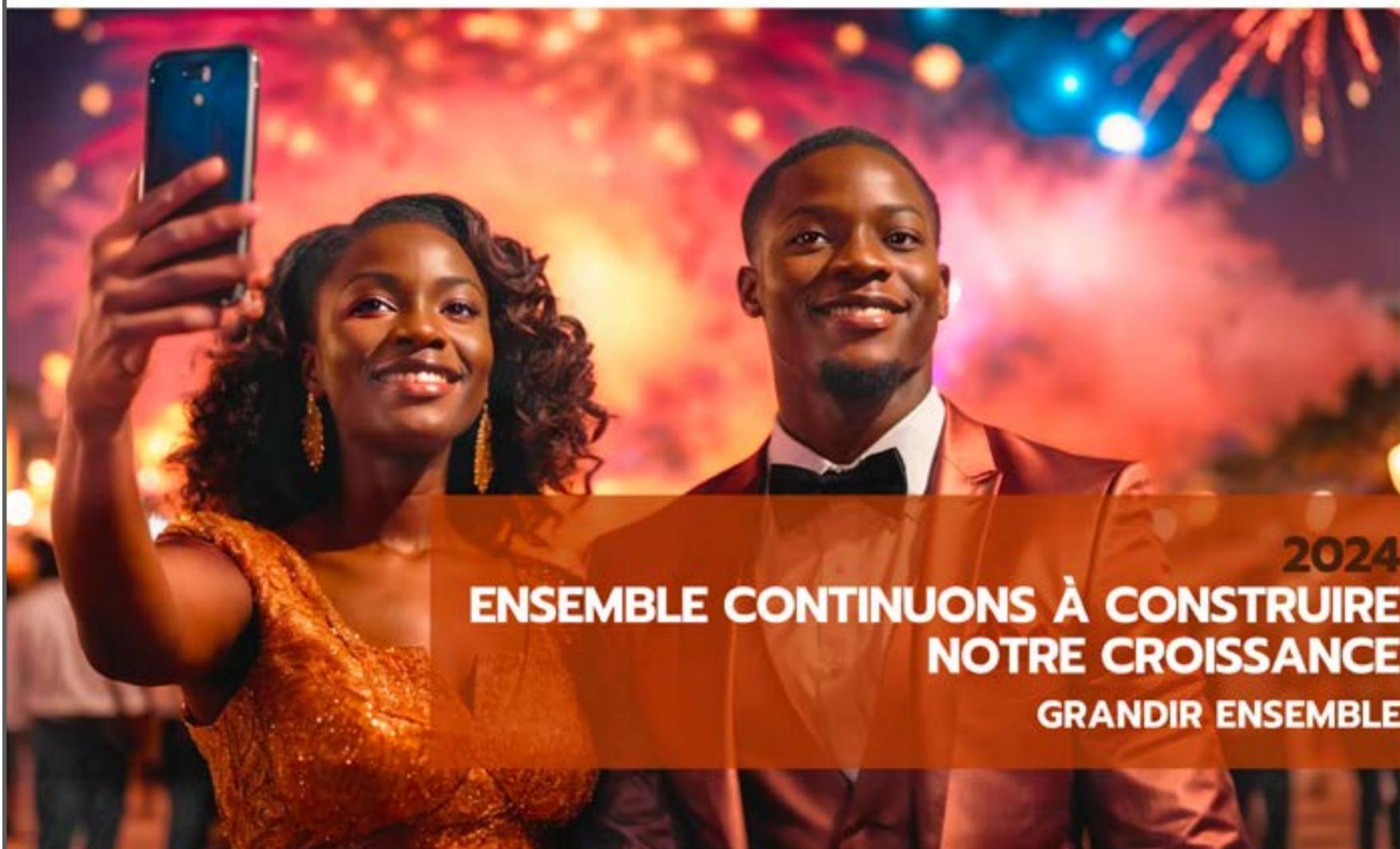


Avicenne Nzikou, président de la Ligue départementale

à la majorité écrasante des équipes qui ont répondu à notre invitation à ce tournoi qui est un rituel et qui est toujours organisé par la ligue pour la mise en train. Avant ce tournoi, les équipes étaient en vacances. Or, on ne peut pas amener des équipes qui sortent de vacances, directement dans

si. Aujourd'hui, tout se passe très bien et nous sommes contents», a-t-il indiqué. Du côté des acteurs, la joie est immense du fait d'avoir repris le chemin des terrains, après une période de trêve qui s'était allongée, plus que d'habitude.

Luze Ernest BAKALA



2024
ENSEMBLE CONTINUONS À CONSTRUIRE
NOTRE CROISSANCE
GRANDIR ENSEMBLE